

# CHINE La lettre d'information

*Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.*

**K**uaishou (application de réseautage social pour mobiles) met fin aux heures supplémentaires obligatoires le dimanche après des plaintes de mauvais traitements par des employés. Les patrons de Kuaishou se sont massivement enrichis depuis l'introduction en Bourse en février valorisant la société à... 180 milliards de dollars !

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1<sup>er</sup> Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

## Éditorial

**Une répression incessante...** Les autorités de Hong Kong ont prononcé une interdiction des manifestations pour la date anniversaire de la rétrocession de la colonie britannique à la République populaire de Chine le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Depuis des années, des dizaines de milliers de partisans des libertés démocratiques défilaient le 1<sup>er</sup> juillet pour réclamer le suffrage universel, défendre la liberté d'expression, etc. La dernière manifestation autorisée se déroula en 2019 et rassembla 500 000 citoyens.

Ces mêmes autorités ont de nouveau arrêté l'avocate Chow Hang Tung, qui avait été relâchée après sa précédente interpellation, des jeunes accusés de distribuer des « publications séditionnistes » ; enfin, elles ont poussé à la fermeture définitive du quotidien « Apple Daily » le 24 juin après l'arrestation de ses cadres dirigeants et le gel d'une partie de ses finances. La liberté de la presse en a donc pris un sacré coup... sans parler de la nomination par le gouvernement de Hong Kong de nouveaux dirigeants à la tête des radio et télé publiques.

**La flamme de la jeunesse.** Pourtant, à lire le « Rapport sur l'activité des jeunes militants en 2020 » dont nous continuons de publier des extraits (voir au verso), force est de constater que la répression n'éteint pas la flamme de la jeunesse. Sur le continent, de jeunes militants, qui succèdent à tous ceux qui ont été arrêtés en 2018 et 2019, se lèvent en ayant appris des expériences précédentes et combattent en toute indépendance du pouvoir pour les droits ouvriers, les droits des femmes, des handicapés ou des LGBT victimes de discriminations.

La jeunesse se bat car elle doit faire face à des conditions de vie qui ne s'améliorent pas : un chômage des 16-24 ans qui frôle les 15%, c'est-à-dire qui frappe des millions de jeunes ouvriers ou diplômés – on trouve par exemple des livreurs de repas qui sont diplômés d'université –, des conditions de travail épouvantables avec des durées du temps de travail qui n'ont rien à voir avec

les durées légales, un coût de la vie élevé, et surtout un avenir impossible à dessiner...

**Les livreurs de repas à nouveau...** Si l'Alliance des livreurs qu'avait fondée Chen Guojiang avant d'être arrêté en février dernier a mis une sourdine, cela ne signifie nullement que l'activité d'organisation indépendante a cessé. A preuve cette annonce : « *Les livreurs de repas de plusieurs grandes villes se sont mis en grève fin juin pour protester contre les baisses de salaire et les politiques draconiennes imposées par les plates-formes en ligne qui dominent le marché* », rapporte « China Labour Bulletin » (6 juillet).

Des grèves et diverses formes de protestation ont donc eu lieu dans des grandes villes, à Shanghai, Guangzhou, Shenzhen, Chengdu et Hefei. Les livreurs se plaignent des conditions de travail et d'une baisse de revenus de plus de 1 000 yuans par mois (130 euros), ce qui peut représenter 10 à 20% de leurs salaires ! Les primes de mauvais temps ont disparu, les délais de livraison ont été raccourcis... comme les salaires. Travailler 12 heures par jour avec seulement deux jours de repos par mois est chose courante pour un livreur. Voir son salaire amputé pour retard de livraison ou mauvaise appréciation du client aussi... Pour échapper à la répression du Parti communiste chinois, les protestations prennent des formes diverses. Un livreur a, par exemple, montré sur les réseaux sociaux l'absurdité du système automatique des commandes en acceptant 253 livraisons pour la journée ! S'il avait réellement livré toutes les commandes, il aurait parcouru 953 kilomètres et gagné seulement 1 200 yuans. D'autres ont refusé des livraisons, les ont annulées ou les ont exécutées avec retard...

**Les patrons ont les mains libres.** Rappelons que les livreurs portent les uniformes de deux géants privés, Ele.me et Meituan, mais n'en sont pas leurs salariés. Ele.me et Meituan sous-traitent pour se dégager de toute couverture sociale et empochent les bénéfices. Pour les livreurs, il faut résister sous peine de descendre encore plus bas. Il est certain que des liaisons organisées sur les réseaux sociaux sont à l'œuvre qui ont permis ces

grèves et protestations le même jour. De nouvelles Alliances des livreurs sont nées et naîtront encore...

Le chef suprême Xi Jinping avait dit que « *les intérêts des livreurs doivent être protégés* ». Ce sont les géants privés Alibaba et Tencent qui contrôlent Ele.me et Meituan à coups de milliards. Alibaba et Tencent ont certes été la cible du pouvoir mais pour pratiques anticoncurrentielles, certainement pas pour protéger les livreurs ! Le pouvoir se moque comme d'une guigne de la condition terrible de ces forçats.

**La vie en jeu...** Yu Ming, un jeune lycéen en stage dans une entreprise de Shenzhen, s'est suicidé fin juin. Son père écrit une lettre émouvante vite censurée (voir au verso) : « *Quand j'ai appris cela, mon cœur s'est effondré. Même le capitalisme d'avant la Libération (avant la révolution de 1949) n'était pas comme ça, n'est-ce pas ? J'ose à peine croire que ce genre de choses puisse arriver dans la capitale chinoise de la technologie, Shenzhen ! Un ado habitué seulement à tenir un stylo ou à taper à la machine soudainement chargé d'un travail aussi dur, la peau de ses mains arrachée. N'est-il pas illégal de forcer un ado de moins de 18 ans à effectuer un travail physique extrême dans un environnement sous haute pression ?* ».

À la suite du tollé suscité par la mort de deux employés (par surmenage et par suicide) de Pinduoduo, le troisième géant chinois du commerce en ligne, et d'une vidéo révélant des brimades sur le lieu de travail, le Bureau du travail de Shanghai avait ouvert une enquête sur les conditions de travail. Mais depuis, rien... Nous publierons d'ailleurs prochainement des extraits d'un article du « Financial Times » titré « Obéissance et peur : la brutalité des conditions de travail derrière le boom technologique de la Chine » qu'un abonné nous a transmis.

**Nos remerciements aux abonnés** qui, par leur fidélité, donnent force à notre ambition d'informer sur le mouvement ouvrier chinois, la lutte pour les libertés démocratiques et les droits ouvriers, et assurent l'indépendance financière de la « Lettre ». Prochaine édition le 15 août.

# « Fiston, je suis désolé, ton père a porté des briques toute sa vie, et maintenant ils t'apprennent à déplacer des cartons ! »

Le 25 juin 2021 à 10h28, Yu Ming, un jeune de 17 ans, a sauté dans le vide des dortoirs d'une entreprise. Originaire du Hubei, il étudiait l'informatique dans un lycée professionnel. Sa classe avait été envoyée en stage chez Welco Wong's Technology à Shenzhen pour une formation en informatique... qui n'a jamais eu lieu. A la place, les lycéens ont été astreints à déplacer de lourds cartons. L'usine payait 26 yuans de l'heure (3,40 euros), mais les étudiants ne percevaient que 14 yuans, le lycée s'accaparant le reste. Là-bas, Yu Ming a été forcé de travailler en équipe de nuit ; persécuté par le chef d'équipe, il n'avait même pas pu faire réparer ses lunettes qui corrigeaient une forte myopie et qui furent cassées en plein travail. Voici des extraits d'une lettre de son père que la censure a fait disparaître aussitôt.

[...] L'usine a continué à fonctionner normalement depuis la mort de mon fils ... La plupart des travailleurs ne savent pas que mon fils est mort. La police a demandé aux vigiles et aux ouvriers de l'usine de supprimer les vidéos et les photographies sur sa mort. Plusieurs étudiants secoués par ce suicide ont été interpellés et renvoyés chez eux. Depuis mon arrivée à Shenzhen, l'usine n'a pas envoyé une seule personne pour discuter de ce qui est arrivé à mon fils. C'est comme si rien ne s'était passé. En tant que père, je me blâme. Je regrette de ne pas avoir protégé mon fils. (...) Qu'est-ce que mon fils a vécu pendant ces quelques jours ? Je repense à notre dernier appel téléphonique. Je lui ai dit : « Ton professeur m'a

prévenu : si tu manques le travail une seule fois, tu seras renvoyé. » Il m'a dit que le travail était trop fatigant. Qu'il travaillait toutes les nuits pendant plus de 10 heures. Que c'était épuisant. Qu'à midi il ne pouvait pas manger. Qu'il avait mal au ventre. Il m'a dit que le chef d'équipe s'en prenait toujours à lui, que le lycée avait rejeté sa demande de congé, qu'on lui avait refusé de passer en équipe de jour. Il ne pouvait pas manger. Il m'a dit qu'il ne voulait plus le faire. J'ai dit : « Pas question. Même les soldats ont besoin d'un diplôme d'études secondaires. Fiston, ton professeur dit que si tu tiens trois mois, tu auras la chance d'avoir ton diplôme, mais si tu ne les fais pas, tu ne l'auras pas. Fais réparer tes lunettes et tiens bon ». Je

n'aurais jamais imaginé qu'au moment où mon fils avait le plus besoin de moi, je ne serais pas à ses côtés.

Pendant tous ces jours à Shenzhen, je me suis senti profondément impuissant. Ses camarades de classe et le professeur de mon fils sont venus me voir, me témoignant leur peine et leur sympathie, ils m'ont exhorté à demander justice contre l'usine et le chef d'équipe – ce sont eux qui ont tué mon fils. Il existe des preuves d'emploi illégal et de travail forcé. Je sais que j'ai peu de pouvoir, mais je crois que, tôt ou tard, justice sera rendue. J'en appelle aux dirigeants pour qu'ils m'aident à obtenir justice et des excuses publiques. (...) ■

(source : CDT, 7 juillet)

## Rapport sur l'activité des jeunes militants en 2020 (suite)

[Traduction de la Commission Enquête Chine, intertitres de la « Lettre »]

La pandémie de Covid-19 a éclaté pendant le Nouvel an lunaire. Le chaos entraîné par les règles établies pour contrôler la pandémie et la fermeture des marchés a causé une crise sociale colossale. Ces facteurs ont incité les citoyens à s'entraider. Pendant le confinement, de jeunes militants ouvriers partout dans le pays ont mis sur pied des groupes en ligne pour répondre aux besoins immédiats des travailleurs.

### Reporter la reprise du travail pour protéger les travailleurs du Covid

Pour répondre aux problèmes des travailleurs qui retournaient au travail après le Nouvel an, les militants ont formé un groupe de coordination en ligne pour lancer un mouvement intitulé « Reporter la reprise du travail pour contrôler la pandémie ». Les militants ont construit un groupe WeChat [NdT : célèbre application de messagerie pour mobiles] avec plus de 500 personnes et ont commencé à se mobiliser sur internet. Ils ont demandé au gouvernement de prolonger les congés et de reporter la reprise du travail. L'intensification des discussions publiques a indirectement incité le gouvernement à réagir rapidement le lendemain, déclarant une prolongation de trois jours de la suspension du travail, ce qui a ralenti la propagation du Covid-19 chez les personnes rentrant pour travailler.

### Des équipements pour les travailleurs en première ligne

Par ailleurs, des lycéens, des universitaires et des « cols blancs » ont également formé plus d'une douzaine de groupes bénévoles qui ont lancé une vague d'actions de sensibilisation à la santé des travailleurs

sanitaires. Les travailleurs des services sanitaires étaient en première ligne de la lutte contre la pandémie, mais pendant la pandémie, il y a eu une grave pénurie d'équipements de protection chez ces travailleurs. Les jeunes militants, utilisant le nom de code « masks+city », se sont répandus rapidement dans plus d'une douzaine de villes, dont Pékin, Shenzhen, Shanghai, Guangzhou, Fuzhou, Zhuhai, Chengdu et Xi'an. Certains groupes comptaient même plus d'une centaine de bénévoles.

En cherchant à collecter des fonds, ils ont rendu plus visible la situation difficile à laquelle étaient confrontés les travailleurs sanitaires. La sécurité et la protection des travailleurs étaient mauvaises. Les dons et des équipements de protection comme les masques ont remédié aux lacunes du système de protection des travailleurs. Ces actions ont révélé le mépris de l'Etat pour les travailleurs de première ligne et à l'égard des groupes marginalisés pendant la pandémie. Parallèlement, les militants ont incité la population à prêter attention aux travailleurs. A la suite de leurs actions, de nombreux citoyens et ONG, comme Oxfam, ont mis en place des dons de masques pour les travailleurs sanitaires.

### A l'aide des enfants de travailleurs migrants

Certains groupes de jeunes militants ont également travaillé sur l'impact de la pandémie sur l'éducation reçue par les enfants des travailleurs migrants. La pandémie a forcé les écoles à passer à des cours en ligne. Toutefois, les enfants des travailleurs migrants n'avaient pas d'équipements électroniques ni de connexion Internet; c'est devenu un angle mort de la

politique publique. Des groupes en ligne auto-organisés d'étudiants sont apparus, tels que « 8 Fang Charity Free Homework Tutoring », qui ont aidé les enfants des travailleurs vivant dans la pauvreté à travailler à l'école. Des groupes comme « Guang Yuan Project » et « 7,8 Dian Project » ont organisé des dons d'équipements électroniques pour les enfants des travailleurs migrants et rédigé des rapports montrant l'inégalité induite par l'éducation en ligne.

### Les ONG ouvrières victimes de la répression

Au fil des ans, certains jeunes militants ont choisi de faire du bénévolat, de faire des stages ou de travailler à temps plein pour des ONG ouvrières. Après avoir accumulé un certain niveau d'expérience de travail, ils sont devenus le personnel de base ou ont dirigé des projets. Cependant, depuis 2015, le gouvernement exerce un contrôle politique ciblé sur les ONG ouvrières. Par exemple, le gouvernement a rétréci les possibilités de collecte de fonds des organisations ouvrières et porté des accusations criminelles contre les personnes travaillant sur les problèmes du travail. Cette répression a forcé certaines organisations ouvrières à fermer ou à réorienter leur orientation du soutien direct aux droits des travailleurs vers des activités récréatives communautaires et au service de la population migrante. L'augmentation des risques et la diminution de l'espace d'intervention ont indirectement réduit les possibilités pour les jeunes militants de rejoindre les ONG ouvrières. Cela a limité l'intervention soutenue des militants dans les questions de travail. ■